

Burundi : qui était (vraiment) Adolphe Nshimirimana ?

Jeune Afrique, 03 août 2015 Assassiné le 2 août dans un attentat à la roquette à Kamenge, son fief de la capitale burundaise, Adolphe Nshimirimana faisait partie du « groupe de gâonâraux » au cœur du système Nkurunziza. Avec l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana, « c'est le pouvoir burundais qui a été touché en plein cœur », déclare Willy Nyamitwe, conseiller en charge de communication à la présidence, lundi 3 août, à Jeune Afrique. La veille, à près de trois heures après l'attaque à la roquette contre le bras droit du président Pierre Nkurunziza, il avait confirmé sur Twitter la mort de celui qu'il appelle son « frère » et son « compagnon de lutte ».

« Ami personnel » du chef Selon Willy Nyamitwe, les deux hommes (Pierre Nkurunziza et Adolphe Nshimirimana) se connaissaient depuis « fin 1993-début 1994 ». « Ils se sont rencontrés pendant la lutte armée », explique-t-il, soulignant qu'Adolphe Nshimirimana a toujours occupé un rang d'officier dans le mouvement. Celui-ci a grandi à Kamenge, dans le nord de la capitale Bujumbura. « Il avait aussi gardé des liens solides avec son quartier », commente Willy Nyamitwe. L'officier y tenait même jusqu'à sa mort un débit de boisson. Avec Nkurunziza, les rapports étaient amicaux, tient à rappeler le conseiller du président. « Ils jouaient au football dans le même [Alleluia FC] », explique-t-il, soulignant que le chef était très affecté par la disparition de son « ami personnel ». De la rébellion à la tête de l'armée et des services de sécurité Pendant la décennie de guerre civile, Adolphe Nshimirimana gravit tous les échelons du commandement militaire de la rébellion. En 2003, lorsque le le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) rejoint les institutions de la République, il rejoint la tête des Forces de défense de la démocratie (FDD), la branche armée du mouvement. Dans la foulée, il est nommé chef d'état-major adjoint de burundaise. Très rapidement, Adolphe Nshimirimana prend la tête du Service national de renseignement (SNR). Poste qu'il occupera pendant dix ans. Une décennie de « sales besognes », selon les ONG de défense des droits humains qui le soupçonnent d'être impliqué dans les exécutions extrajudiciaires, des enlèvements, des intimidations dans plusieurs autres affaires sensibles dont le viol et l'assassinat de trois religieuses italiennes début septembre 2014, dans un couvent de Kamenge, à la périphérie de Bujumbura. Une « campagne de diabolisation », réagit Willy Nyamitwe. Fin 2014, quelques mois de la présidentielle, Pierre Nkurunziza décide de remplacer le « général Adolphe » à la tête du SNR. Une disgrâce ? « Non, une redistribution des cartes », affirme-t-on dans l'entourage du chef de l'état. D'autant que Nshimirimana est loin d'être mis sur la touche. Il est rappelé au cabinet du président de la République pour devenir son conseiller principal chargé de mission. Le vrai chef des Imbonerakure ? En réalité, l'officier garde toute son influence dans le système Nkurunziza. « Il était un élément important dans le groupe de gâonâraux issus du CNDD-FDD qui ont leur mot à dire dans la gestion de l'état », affirme un membre de la société Bujumbura. « Il est resté fidèle à Nkurunziza », ajoute-t-il. Lorsque la contestation contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza éclate fin avril dans la capitale, le quartier de Kamenge ne bronche pas. L'officier contrôle tout dans son fief. Dans l'ombre, avec notamment le général Alain-Guillaume Bunyuni, ancien chef de police, il organise la riposte. « [Son] bar restaurant, dénommé à Iwabo w'abantu », situé sur la route nationale n°1, a été devenu l'état-major de la milice Imbonerakure encadrée par certains hauts gradés de la police et de l'armée. Le 15 mai un « appel urgent » signé par des opposants, des membres de la société civile et deux chefs d'état burundais, Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye. Pour ces derniers, les Imbonerakure [les jeunes du CNDD-FDD soupçonnés d'être une milice pro-gouvernementale, NDLR] fonctionnaient « sous le commandement » du « général Adolphe ». Pendant la campagne anti-troisième mandat de Nkurunziza, « en complicité avec les éléments du SNR, cette milice [procédait] abusivement à des interrogatoires et des arrestations arbitraires », si l'on croit à l'appel urgent susmentionné. Une question se pose : comment agiront-ils sormais du parti au pouvoir après l'assassinat de celui qui était perçu comme leur vrai chef ? Tout le Burundi retient son souffle. Par Trésor Kibangula